



PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement

Châteauroux, le 1<sup>er</sup> février 2012

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

**INSTALLATIONS CLASSEES**  
-----  
**Société MWV France**  
**(ex MEADWESTVACO EMBALLAGE)**  
-----  
**Commune de CHATEAUROUX**

Objet : Cessation d'activité et réhabilitation du site de  
CHATEAUROUX

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
à  
**Monsieur le préfet de l'Indre**

Dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif des installations exploitées par la société MEADWESTVACO EMBALLAGE à CHATEAUROUX 24, boulevard d'Anvaux, il a été prescrit à cette société la réalisation d'un diagnostic de l'état des milieux du site par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011-074-0005 du 15 mars 2011.

Ce dossier a été examiné lors de la réunion du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 7 février 2011.

Ainsi, la société MEADWESTVACO EMBALLAGE devait transmettre au préfet :

- au plus tard le 30 juin 2011 un bilan factuel de l'état du site (schéma conceptuel) et une étude (interprétation de l'état des milieux) permettant de démontrer la compatibilité des sols et des milieux avec l'usage futur artisanal ou industriel prescrit ;
- au plus tard le 30 septembre 2011 un plan de gestion établi au vu de l'interprétation de l'état des milieux et si une incompatibilité entre l'état des milieux et l'usage futur prescrit était constatée.

La société MEADWESTVACO EMBALLAGE a ensuite sollicité le report des dates limites initialement prescrites au 31 décembre 2011 par lettre en date du 7 septembre 2011.

Cette demande était motivée par la nécessité de compléter le dispositif d'analyse en ajoutant deux puits de surveillance dans le cadre de la deuxième campagne de prélèvements. Elle a été présentée le 7 novembre 2011 au CODERST qui a émis un avis favorable.



Cependant, l'arrêté préfectoral autorisant ce report n'a pas été signé, l'exploitant ayant sollicité un nouveau report au 29 février 2012 par lettre du 15 décembre 2011.

## I. DIAGNOSTIC DES SOLS (SCHEMA CONCEPTUEL)

L'exploitant a transmis à Monsieur le préfet de l'Indre le 28 décembre 2011 le schéma conceptuel prescrit par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral susvisé du 15 mars 2011.

Ce document comporte les conclusions et recommandations suivantes.

### **1.1. Synthèse des résultats**

Les résultats de analyses des sols menées sur le site ont montré :

- une présence de naphtalène, composé volatil des HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), détectée en 2 points du hall 1 jusqu'à une profondeur de 1,2 m. Ce composé génère des risques sanitaires inacceptables vis à vis des expositions par inhalation. Des concentrations notables en HCT (hydrocarbures totaux) et HAP, au droit des machines offset et de la reproduction argentique du hall 1, sont également à mentionner jusqu'à 2,5 m ;
- une présence de fraction volatile des HCT détectée en 2 points du hall 2 et jusqu'à une profondeur de 6 m. Cette fraction volatile génère des risques sanitaires inacceptables vis à vis des expositions par inhalation. Des concentrations notables en HCT et métaux (cadmium) au droit des machines offset du hall 2 sont également à mentionner jusqu'à des profondeurs variables selon les points investigués et pouvant atteindre 7 m au moins ;
- une présence de fraction volatile des HCT et de xylène (composé des CAV – composés aromatiques volatils) détectée en 2 points au droit des cuves acétates et produits dangereux et jusqu'à une profondeur de 2,4 m. Cette fraction volatile génère des risques sanitaires inacceptables vis à vis des expositions par inhalation. Des concentrations notables en HCT et CAV au droit des cuves acétates et produits dangereux sont également à mentionner jusqu'à de profondeurs variables selon les points d'investigation et pouvant atteindre 2,5 m au moins ;
- les fractions volatiles des HCT détectées au droit du sondage dans le local à encres à proximité immédiate du puisard et jusqu'à une profondeur minimum de 3 m qui génèrent des risques sanitaires inacceptables vis à vis des expositions par inhalation ;
- des concentrations notables en HCT au droit :
  - du hall 3 jusqu'à 4,5 m de profondeur au maximum ;
  - du local huiles et du rejet de son caniveau jusqu'à 3 m de profondeur au moins et à proximité des 3 anciennes cuves enterrées de gazole jusqu'à 2,5 m de profondeur au moins ;
  - du local de stockage de produits dangereux jusqu'à 3,3 m de profondeur au moins.

Le schéma conceptuel met en évidence :

- pour les sources
  - des risques sanitaires inacceptables vis à vis des expositions par inhalation générés par les fractions volatiles des HCT, le naphtalène et le xylène sur des échantillons de sols prélevés sur 7 points de sondage réalisés sur le site ;
  - des concentrations notables en HCT, HAP, CAV et cadmium dans les sols
- pour les vecteurs
  - l'inhalation de gaz et potentiellement de poussières de sols ;

Les renseignements exigés par cet article figurent néanmoins dans ces lettres (raison sociale, forme juridique, adresse du siège social, qualité du signataire).

Il peut être admis que ces courriers valent déclaration de changement d'exploitant au regard de l'article R.512-68 susvisé.

#### IV. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les conclusions du schéma conceptuel transmis à Monsieur le préfet confirment la nécessité d'approfondir les autres études attendues.

Compte tenu de la date initialement prescrite et des reports déjà sollicités par l'exploitant, l'inspection des installations classées émet un avis favorable au report sollicité jusqu'au 31 mars 2012 sous réserve que cette date soit impérativement respectée.

#### V. CONCLUSION

Nous proposons donc à Monsieur le préfet de l'Indre de réserver une suite favorable à la demande présentée par la société MEADWESTVACO EMBALLAGE devenue MWV France SARL.

Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport et l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques doit être recueilli en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement.

Concernant le changement d'exploitant, il est proposé à Monsieur le préfet de l'Indre de délivrer à la société MWV France SARL un récépissé sans frais de sa déclaration de changement d'exploitant en application de l'article R.512-68 du code de l'environnement.

L'inspecteur des installations classées

*[Signature]*  
Christophe LECHE

Vu et transmis avec avis favorable

à Monsieur le préfet de l'Indre

Pour la direction

Le chef du service départemental de

l'eau et de l'Indre

*[Signature]*  
Philippe LECHE

- la nappe (à 10 m de profondeur) joue un rôle pour le transfert de la pollution en aval hydrogéologique. Les résultats d'analyses de juillet 2011 puis octobre 2011 montrent des anomalies de concentration en CAV ainsi qu'une présence de HAP et HCT en amont hydrogéologique du site (aval défini en octobre 2011). Des anomalies de concentration en COHV (composés organohalogénés volatils) sont également détectées sur un piézomètre (Pz1) dont l'amont se situe u droit du site au moins pour la campagne piézométrique d'octobre 2011.
- pour les cibles
  - les personnes présentes sur le futur site aménagé (travailleurs adultes) ;
  - 2 captages AEP présents à 4 km au nord en aval hydrogéologique du site ;
  - 2 captages à usage industriel présents à 800 m au Nord ;
  - des activités de pêche, canoë et baignade sur l'Indre, exutoire de la nappe des calcaires de l'Oxfordien supérieur.
- que les substances détectées dans les sols génèrent également une contrainte en cas de terrassement et d'évacuation des terres. La réutilisation ou l'élimination de celles-ci devra s'effectuer sous conditions et selon les filières adaptées.

## 1.2 Recommandations

Des investigations complémentaires sont préconisées afin de définir l'emprise latérale d'anomalies de concentration générant un risque sanitaire inacceptable. L'objectif est ensuite de définir une gestion adaptée du site afin de supprimer tous les risques sanitaires inacceptables.

En raison de la présence de substances résiduelles dans les sols, même après la gestion du site destinée à supprimer les risques sanitaires inacceptables, il est recommandé d'assurer un suivi de la qualité des eaux souterraines à raison de 2 campagnes annuelles en périodes de hautes eaux et basses eaux.

## II. ETUDES A PRODUIRE ET DELAI

La société MEADWESTVACO EMBALLAGE doit produire l'interprétation de l'état des milieux et le plan de gestion prescrits par les articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 15 mars 21011.

Elle a sollicité :

- par lettre en date du 15 décembre 2011 un nouveau report de délai jusqu'au 29 février 2012 pour rendre l'interprétation de l'état des milieux et le plan de gestion. Cette demande faisant état de l'impossibilité de respecter la date du 31 décembre 2012 n'a pas pu être soumise à l'avis du CODERST qui ne s'est pas réuni en janvier 2012.
- par lettre du 30 janvier 2012 une prolongation jusqu'au 31 mars 2012. Cette demande est motivée par le recours à un deuxième expert agréé intervenant en complément des investigations déjà réalisées par la société ANTEA et la nécessité de procéder à un examen plus approfondi que prévu du plan de gestion.

## III. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans les courriers des 15 décembre 2011 et 30 janvier 2012 adressés à monsieur le préfet de l'Indre, il est indiqué que la société MEADWESTVACO EMBALLAGE est devenue MWV France SARL.

Le nouvel exploitant n'a pas transmis au préfet à notre connaissance la déclaration de changement d'exploitant en tant que telle prévue par l'article R.512-68 du code de l'environnement.